



RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

CABINET DU PREFET

N° Spécial

25 août 2016

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
N° Spécial CABINET du PREFET

du 25 août 2016

SOMMAIRE

Arrêté	Date	CABINET DU PREFET	Page
CAB/MPR n° 2016-547	25.08.2016	Arrêté autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.	3
CAB/MPR n° 2016-548	25.08.2016	Arrêté autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.	5
CAB/MPR n° 2016-549	25.08.2016	Arrêté autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.	7

CABINET DU PREFET

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB-MPR n°2016-547 du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

Le Préfet des Hauts-de-Seine, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret n°2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;
Vu l'arrêté MCI n°2016-31 du 24 mai 2016 portant délégation de signature à Madame Mélanie VILLIERS-JACQUAT, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine ;
Vu l'arrêté préfectoral du Préfet des Hauts-de-Seine DRE/BR n°2016/174 du 24 août 2016 concernant des restrictions de circulation sur l'A13, la RN118, la RD7, la RD907 et la RD1 durant la période du festival Rock-en-Seine sur les communes de Boulogne-Billancourt, Saint-Cloud et Sèvres ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le festival Rock en Seine qui se déroule les vendredi 26, samedi 27 et dimanche 28 août 2016 dans le domaine national de Saint-Cloud, accueillera une soixantaine de groupes musicaux parmi lesquels des artistes de renommée internationale ;

Considérant que la tenue du festival représente un événement festif majeur susceptible de rassembler jusqu'à 120 000 personnes sur les trois jours, que ce public sera réparti entre les scènes de musique, les espaces commerciaux ou encore l'espace dédié aux familles et aux enfants ;

Considérant le renforcement du dispositif de sécurité et de sûreté mobilisant les effectifs de sécurité privée spécialisés dans la gestion de l'événementiel et les forces de sécurité publique ;

Considérant les restrictions de circulation aux abords du festival visé dans le présent arrêté ;

Considérant qu'en raison de la menace terroriste, cette manifestation revêt un caractère sensible ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de la Sous-préfète, Directrice de Cabinet :

ARRETE

Article 1^{er} :

Du vendredi 26 août 2016 12 heures au samedi 27 août 2016 2 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2 :

Les contrôles mentionnés à l'article 1er sont effectués dans la commune de Saint-Cloud aux sites suivants :

- pour la commune de Saint-Cloud :

le secteur délimité par les rues : quai Maréchal Juin (D7), Pont de Saint-Cloud, quai Carnot, rue de Vauguyon, rue Dailly (D907), rue du Calvaire, Pont des trois Pierrots, rue de Buzenval, boulevard de la République (D985), place Magenta, rue Gounod, rue Dailly, place Clemenceau, Rampe du palais ;

- pour la commune de Sèvres :

le secteur délimité par les rues : Quai du Maréchal Juin, rue de Saint-Cloud, Pont de Sèvres, Grande rue, rue Brancas, rue de Sèvres, Avenue Gambetta, rue Pradier, D985 ;

Article 3 :

La Sous-préfète, Directrice de Cabinet et le Directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait à Nanterre, le 25/08/2016
Le Préfet des Hauts-de-Seine,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de Cabinet,

Mélanie VILLIERS-JACQUAT

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB-MPR n°2016-548 du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

Le Préfet des Hauts-de-Seine, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret n°2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;
Vu l'arrêté MCI n°2016-31 du 24 mai 2016 portant délégation de signature à Madame Mélanie VILLIERS-JACQUAT, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine ;
Vu l'arrêté préfectoral du Préfet des Hauts-de-Seine DRE/BR n°2016/174 du 24 août 2016 concernant des restrictions de circulation sur l'A13, la RN118, la RD7, la RD907 et la RD1 durant la période du festival Rock-en-Seine sur les communes de Boulogne-Billancourt, Saint-Cloud et Sèvres ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le festival Rock en Seine qui se déroule les vendredi 26, samedi 27 et dimanche 28 août 2016 dans le domaine national de Saint-Cloud, accueillera une soixantaine de groupes musicaux parmi lesquels des artistes de renommée internationale ;

Considérant que la tenue du festival représente un événement festif majeur susceptible de rassembler jusqu'à 120 000 personnes sur les trois jours, que ce public sera réparti entre les scènes de musique, les espaces commerciaux ou encore l'espace dédié aux familles et aux enfants ;

Considérant le renforcement du dispositif de sécurité et de sûreté mobilisant les effectifs de sécurité privée spécialisés dans la gestion de l'événementiel et les forces de sécurité publique ;

Considérant les restrictions de circulation aux abords du festival visé dans le présent arrêté ;

Considérant qu'en raison de la menace terroriste, cette manifestation revêt un caractère sensible ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de la Sous-préfète, Directrice de Cabinet :

ARRETE

Article 1^{er} :

Du samedi 27 août 2016 12 heures au dimanche 28 août 2016 2 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2 :

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans la commune de Saint-Cloud aux sites suivants :

- pour la commune de Saint-Cloud :

le secteur délimité par les rues : quai Maréchal Juin (D7), Pont de Saint-Cloud, quai Carnot, rue de Vauguyon, rue Dailly (D907), rue du Calvaire, Pont des trois Pierrots, rue de Buzenval, boulevard de la République (D985), place Magenta, rue Gounod, rue Dailly, place Clemenceau, Rampe du palais ;

- pour la commune de Sèvres :

le secteur délimité par les rues : Quai du Maréchal Juin, rue de Saint-Cloud, Pont de Sèvres, Grande rue, rue Brancas, rue de Sèvres, Avenue Gambetta, rue Pradier, D985 ;

Article 3 :

La Sous-préfète, Directrice de Cabinet et le Directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait à Nanterre, le 25/08/2016
Le Préfet des Hauts-de-Seine,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de
Cabinet,
Mélanie VILLIERS-JACQUAT

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté CAB-MPR n°2016-549 du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

Le Préfet des Hauts-de-Seine, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret n°2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;
Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;
Vu l'arrêté MCI n°2016-31 du 24 mai 2016 portant délégation de signature à Madame Mélanie VILLIERS-JACQUAT, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine ;
Vu l'arrêté préfectoral du Préfet des Hauts-de-Seine DRE/BR n°2016/174 du 24 août 2016 concernant des restrictions de circulation sur l'A13, la RN118, la RD7, la RD907 et la RD1 durant la période du festival Rock-en-Seine sur les communes de Boulogne-Billancourt, Saint-Cloud et Sèvres ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le festival Rock en Seine qui se déroule les vendredi 26, samedi 27 et dimanche 28 août 2016 dans le domaine national de Saint-Cloud, accueillera une soixantaine de groupes musicaux parmi lesquels des artistes de renommée internationale ;

Considérant que la tenue du festival représente un événement festif majeur susceptible de rassembler jusqu'à 120 000 personnes sur les trois jours, que ce public sera réparti entre les scènes de musique, les espaces commerciaux ou encore l'espace dédié aux familles et aux enfants ;

Considérant le renforcement du dispositif de sécurité et de sûreté mobilisant les effectifs de sécurité privée spécialisés dans la gestion de l'événementiel et les forces de sécurité publique ;

Considérant les restrictions de circulation aux abords du festival visé dans le présent arrêté ;

Considérant qu'en raison de la menace terroriste, cette manifestation revêt un caractère sensible ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de la Sous-préfète, Directrice de Cabinet :

ARRETE

Article 1^{er} :

Du dimanche 28 août 2016 11 heures au lundi 29 août 2016 2 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2 :

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans la commune de Saint-Cloud aux sites suivants :

- pour la commune de Saint-Cloud :

le secteur délimité par les rues : quai Maréchal Juin (D7), Pont de Saint-Cloud, quai Carnot, rue de Vauguyon, rue Dailly (D907), rue du Calvaire, Pont des trois Pierrots, rue de Buzenval, boulevard de la République (D985), place Magenta, rue Gounod, rue Dailly, place Clemenceau, Rampe du palais ;

- pour la commune de Sèvres :

le secteur délimité par les rues : Quai du Maréchal Juin, rue de Saint-Cloud, Pont de Sèvres, Grande rue, rue Brancas, rue de Sèvres, Avenue Gambetta, rue Pradier, D985 ;

Article 3 :

La Sous-préfète, Directrice de Cabinet et le Directeur territorial de la sécurité de proximité des Hauts-de-Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait à Nanterre, le 25/08/2016

Le Préfet des Hauts-de-Seine,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète, Directrice de
Cabinet,
Mélanie VILLIERS-JACQUAT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale
Cellule CRD - DA - RAA

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Thierry BONNIER

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex
Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr
Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21.21
Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>